Olivier FORCADE, Maurice VAÏSSE, dirs, *Espionnage et renseignement pendant la Première Guerre mondiale*

Paris, La Documentation française, coll. Actes de colloque, 2017,
224 pages

Olivier Arifon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/20197>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.20197

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2019

Pagination : 403-404

ISBN : 9782814305540

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Olivier Arifon, « Olivier FORCADE, Maurice VAÏSSE, dirs, *Espionnage et renseignement pendant la Première Guerre mondiale* », *Questions de communication* [En ligne], 35 | 2019, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 21 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/20197> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.20197>

pour mettre en place et accompagner des projets. En effet, les acteurs de l'entreprise souhaitent des interactions plus pragmatiques d'individus à individus et non plus de fonctions à fonctions. Ainsi, malgré son rôle de supérieur hiérarchique, le manager de proximité doit-il aussi assumer le rôle d'animateur. Enfin, « pour pouvoir mettre en œuvre ces nouvelles pratiques de travail et ces nouvelles formes d'encadrement, les entreprises et les managers gagneraient à bénéficier d'un cadre juridique clair » (p. 103). La technologie et ses usages évoluent rapidement, pas le droit ; ce qui conduit parfois à des « flous » juridiques. Il convient pourtant de cadrer ces usages et pratiques car « les dispositions légales sur l'usage des technologies digitales sont aujourd'hui disparates » (p. 108).

En définitive, l'ouvrage d'Aurélié Dudézert est indéniablement inscrit dans les sciences de gestion, mais il soulève nombre de questionnements, problématiques et enjeux qui intéressent et interrogent les sciences de l'information et de la communication. Il s'agit ici d'analyser selon quels processus la technologie que l'homme a créée intègre ses activités quotidiennes – notamment professionnelles – en suscitant en retour de nouveaux usages, comportements, pratiques, postures et logiques. En définitive, ce livre apporte une dimension appliquée et empirique qui vient judicieusement compléter une littérature à laquelle on peut parfois, en sciences de l'information et de la communication, reprocher d'être trop théorique. Toujours est-il que le contenu de *La Transformation digitale des entreprises* est rendu très accessible par la clarté de son écriture. De plus, sa lecture est enrichie par de nombreux encadrés et figures qui viennent astucieusement illustrer et compléter le propos par des témoignages, tableaux, graphiques, etc.

Ugo Roux

*Imsic, université de Toulon, Aix-Marseille Université,
F-83000
ugo.roux[at]gmail.com*

Olivier FORCADE, Maurice VAISSE, dirs, *Espionnage et renseignement pendant la Première Guerre mondiale*
Paris, La Documentation française, coll. Actes de colloque, 2017, 224 pages

Construire et développer une culture scientifique du renseignement, tel est l'objectif de cet ouvrage qui prolonge un colloque organisé en 2014. Comme le précise la quatrième de couverture, « membre de la communauté du renseignement, l'Académie du renseignement concourt à la formation du personnel des services de renseignement [elle] a également pour

mission de contribuer à la diffusion de la culture du renseignement, en proposant notamment des actions de sensibilisation destinées à différents publics ». Le colloque et les actes associés sont les résultats de cette volonté et ceux-ci s'insèrent dans ce mouvement récent d'ampleur où les acteurs du renseignement s'exposent, prennent la parole et rendent compte aux politiques et à différents publics. Par ailleurs, toute profession a intérêt à s'interroger sur son histoire et ses pratiques, plus particulièrement afin de dépasser le cadre du secret. Cet ouvrage remplit ces fonctions.

Onze auteurs, en majorité des historiens, s'expriment autour d'un constat principal, la montée en puissance et l'organisation du renseignement en période de guerre, pour en détailler chacun des aspects très précis. En 1914, les nouveautés de la Première Guerre mondiale sont doubles. La révolution des communications et leurs innovations technologiques modifient profondément la culture du renseignement (aviation, télégraphe, câble...) et les pratiques se modifient : on voit émerger la propagande des États vers les populations et la guerre économique pour le contrôle des ressources. Olivier Forcade (pp. 25-36) présente les axes de cette révolution des communications : « Échelle désormais stratégique du renseignement militaire et naval, dépose d'agents par avion derrière les lignes ennemies et collecte de renseignement opérationnel, développement du renseignement technique par l'écoute des communications par fil, téléphonique et télégraphique, par câble, notamment sous-marin, percement à jour des négociations diplomatiques et commerciales entre les belligérants et les neutres : la Grande Guerre ne manque pas d'accroître l'empire du renseignement » (p. 28). Il décrit l'extension des actions, malgré un système français du renseignement encore très mal organisé. Michaël Bourlet (pp. 37-50) dresse les profils des officiers français en 1916. Et, si la fonction l'emporte sur le grade, il note deux tendances : la maîtrise des langues étrangères et le recours fréquent aux élèves formés dans les grandes écoles. Une intéressante contribution d'Agathe Couderc (pp. 107-122) porte sur les innovations techniques et permet de comprendre les trois phases de la guerre : « Un début marqué par les tâtonnements », « De la nécessité de protéger ses messages en 1916 » et « Le renseignement technique : un instrument stratégique (1917-1918) ». L'auteure détaille les enjeux, les difficultés techniques et les conflits entre services durant ces quatre années. Les contributions d'Olivier Lahaie (pp. 123-144) et de Taline Ter Minassian (pp. 163-174) parlent du facteur humain, à savoir les espions. Ces articles, très descriptifs, donnent force détails sur les actions et les méthodes

des personnels engagés dans des actions d'espionnage. Les informations proposées parleront sans doute aux spécialistes et moins à d'autres publics. *A contrario*, la contribution de Wolfgang Krieger (pp. 175-183) sur les activités allemandes aux États-Unis en 1914-1917 explique les diverses logiques mises en œuvre. De même, Emmanuel Debruyne (pp. 185-204) sur les polices secrètes allemandes en territoires occupés, décrit l'organisation et l'efficacité de ces polices.

Pour sa part, Rémy Pautrat (pp. 207-214), préfet de région honoraire aux nombreuses compétences en renseignement et intelligence économique, conclut l'ouvrage en insistant sur deux points. Le renseignement est « devenu un élément essentiel de la puissance et une aide précieuse à la décision des gouvernants » (p. 208). Il présente également les évolutions actuelles (renseignement économique, lutte contre le crime, bouclier des sociétés), manière de placer le renseignement dans une continuité et un contexte de nos sociétés à la fois ouvertes et parfois menacées. Cet ouvrage intéressera certainement les spécialistes et les férus d'histoire. Il reste toutefois souvent descriptif, avec dates, noms et lieux, traits fréquents de l'approche historique et gagnerait à des propos plus conclusifs. Pour autant, ce livre remplit sa fonction qui est de contribuer à développer une culture du renseignement afin d'en faire une pratique capable de passer, en partie bien sûr, de l'ombre à la lumière.

Olivier Arifon

IHECS, BE-1050/Asia Centre, F-75016
olivier.arifon[at]ulb.ac.be

Sarah MAZOUZ, *La République et ses autres. Politiques de l'altérité dans la France des années 2000*

Lyon, ENS Éd., coll. Gouvernement en question(s), 2017, 300 pages

Résultat d'une enquête conduite dans le cadre d'une thèse de doctorat, l'ouvrage de Sarah Mazouz, chargée de recherche au CNRS, se donne comme une ethnographie de l'action publique et des pratiques administratives envisagées à travers le double prisme de la lutte contre les discriminations et de la politique de la naturalisation. L'articulation de ces deux objets s'ancre dans un effort visant à ressaisir les dynamiques de racialisation de « l'identité nationale » et conjointement l'économie singulière du déni collectif par lequel elles sont maintenues dans l'invisibilité. Invisibilité paradoxale néanmoins puisque la race comme signe d'altérité fonctionne dans le contexte républicain et sous l'injonction à la *colorblindness* comme un véritable « secret public »

(Michael Taussig, *Defacement: Public Secrecy and the Labor of the Negative*, Stanford, Stanford University Press, 1999), à savoir comme une réalité d'autant plus vigoureusement déniée qu'elle continue d'informer les perceptions et les pratiques. Il s'agit de donner à voir cette « racialisation à la française » (p. 216) et la manière dont elle organise les rapports du groupe national aux étrangers, mais également aux nationaux qu'il continue de traiter comme une altérité intérieure.

L'enquête s'est déroulée entre 2004 et 2009 dans une grande ville de la région parisienne (renommée Doucy) et repose pour l'essentiel sur des observations conduites au sein de l'administration préfectorale et municipale ainsi que sur des entretiens menés avec les fonctionnaires, les acteurs politiques et municipaux chargés de concevoir et d'administrer la politique antidiscriminatoire, d'une part, et la politique de naturalisation, d'autre part. Au matériau fourni par les entretiens menés avec les candidats à la naturalisation, l'auteure ajoute un volet de participation observante rendue possible par son propre engagement dans une procédure de naturalisation. Situant ses analyses dans le sillage de Frantz Fanon, de la sociologie de Robert Miles et du courant intersectionnel, la notion de racialisation sert à thématiser la production socialement située de formes de catégorisations altérisantes et infériorisantes et les effets pratiques de leur articulation à d'autres caractères sociaux (le genre, la classe, l'orientation sexuelle, l'âge). L'une des forces de l'ouvrage réside dans l'attention portée à l'élaboration d'un dispositif théorique et méthodologique ajusté à un contexte national où les cadres herméneutiques socialement disponibles et les normes du dicible disposent mal les acteurs, majoritaires comme minoritaires, à reconnaître et à nommer les manifestations de ce « racisme sans races » (Étienne Balibar, Immanuel Wallerstein, *Race, nation et classe. Les identités ambiguës*, Paris, Éd. La Découverte, 1997).

La première partie (chapitre I et chapitre II) retrace la genèse de la constitution des discriminations raciales en problème public et s'attache à ressaisir les différentes phases de l'institutionnalisation des dispositifs visant à les combattre. Sarah Mazouz revient sur le patient et laborieux processus par lequel la question des discriminations raciales accède au cours des années 1990 à une reconnaissance – modeste et dès le départ controversée – par les pouvoirs publics. C'est de l'Union européenne que vient l'impulsion décisive qui préside à cette reconnaissance. Scellés par le traité d'Amsterdam, les engagements à lutter contre les discriminations, conjugués à un contexte national et à un agenda gouvernemental favorable, entraînent une déstabilisation des évidences